

Préparatifs du forum diaspora  
*Propositions de France*



---

# PROPOSITIONS PHARES

issues des Commissions,  
en préparation du forum diaspora.

---

Préface .....Page 2

**Trente trois (33) propositions phares issues des commissions : .....Page 3 à 13**

- **Entreprise** : 8 propositions pour développer et soutenir l'économie : n°1 à 8
- **Santé** : 8 propositions pour prévenir, guérir et accompagner : n° 9 à 17
- **Le Social et les Associations** : 3 propositions en économie solidaire : 18 à 20
- **Education** : 5 propositions : 21 à 25
- **Sport et Culture** : 5 propositions pour développer les relations sociales : 26 à 30
- **Organisation** : 3 propositions pour organiser la structure Diaspora : 31 à 33

**Membres des commissions .....Page 14**

## **I.Préface**

*Animés par la volonté de compléter les actions du Gouvernement et contribuer de manière significative au développement de leur pays d'origine, les Centrafricains de France ont saisi l'opportunité qui leur a été offerte, à travers toute la France, d'abonder les échanges en propositions multiples, organisées ici autour de six thèmes conduits par des groupes de travail.*

*Le présent document est une synthèse récapitulative des propositions phares retenues. Nous vous invitons à lire le rapport final exhaustif qui, pour chacun des domaines traités, offre un diagnostic approfondi des obstacles, mais également un certain nombre de solutions pertinentes ainsi que les pistes de financement.*

*Instaurer et simplifier le cadre réglementaire et administratif demeure un problème récurrent transversal.*

*Vous retrouverez en dernière page, la liste des membres de toutes les commissions ayant conduit cette étude.*

*Voici les trente trois (33) propositions très concrètes destinées à favoriser L'Entrepreneuriat et le développement social en Centrafrique, autour de six groupes (6) d'actions majeures.*

**Le Coordinateur Bertrand KEMBA**

## II. Liste des propositions

### 1-Commissions entreprise

- \_ Problèmes liés aux importations en Centrafrique (Guichet unique de Douala)
- \_ Proposition d'un nouveau code des PME et recadrage du actuel des marché public.
- \_ Création d'un Fonds d'investissement et d'un Centre de Gestion Agréé.....
- \_ Création d'une pépinière des entreprises et d'un Centre d'affaires.
- \_ Création des zones d'activités ou pôles de développement.
- \_ Promotion de l'économie à travers :
  - un guide des affaires,
  - un site Internet,
  - un périodique de communication au sein de la diaspora.

### 2-Commission santé

- \_ Contrôle des filières d'approvisionnement des médicaments.
- \_ Proposition de jumelage avec les hôpitaux occidentaux.
- \_ Développement de la télé médecine.
- \_ Promotion des assurances santé et évacuation vers l'étranger.

### 3-Commissions sociale

- \_ Proposition de mesures devant faciliter les procédures d'agrément des associations.
- \_ Propositions de création de maison d'association.
- \_ Financement des projets solidaires.

### 4- Commission éducation

- \_ Renforcement et développement des établissements publics et privés de formation professionnelle.
- \_ Mobilisation des cadres qualifiés de la diaspora pour pallier le problème d'effectifs dans l'enseignement.

### 5-Culture du sport

- \_ Instauration d'une semaine culturelle et sportive à l'initiative de la diaspora dotée de prix et coupes dans les différents sports.
- \_ Identification et sélection des talents dans la diaspora à travers les conseils régionaux.

### 6-Organisation de la diaspora

- \_ Problème d'un statut juridique supranational.
- \_ Développement des conseils régionaux.
- \_ Lien organique avec les pouvoirs publics.
- \_ Création d'un Ministère de tutelle

	Problèmes identifiés par la Commission ENTREPRISE. Rapporteur Elvis NGBONDO SAKPO	Propositions retenues	Actions à entreprendre et Sources de financement	Calendrier	Statut de mise en oeuvre
Un Cadre Réglementaire, un dispositif Financier et Administratif favorable aux PME.	- Difficultés pour l'acheminement des marchandises en Centrafrique : des problèmes de taxation excessive et délais longs. • Parcours du combattant pour faire produire un devis des droits de douane. • L'environnement des entreprises est trop complexe et peu transparent en raison de la méconnaissance des règles fiscales en Centrafrique.	<b>1) Guichet unique de Douala</b> Actions nécessaires : - Normalisation par le gouvernement du circuit de diffusion des règles fiscales et formation des déclarants aux processus d'établissement des devis. - création d'un cadre facilitant le groupage de marchandises par un étalement des paiements.	<b>Réflexion à mener avec</b> - le Ministère des Finances pour améliorer la situation. - des déclarants en douanes ou transitaires œuvrant à Douala.		
	- <b>Exportation</b> : conditions drastiques imposées par les pays occidentaux qui disposent tous d'un plan de support à leurs propres exportations.		<b>Actions conjuguées :</b> - Développement de la qualité des produits, - Réflexion pour un appui du gouvernement pour faciliter les exportations d'un certain volume.		
	Inadaptation de la Charte d'investissement aux réalités locales et des Centrafricains, notamment de la diaspora. La charte actuelle vise plus les projets des grandes entreprises et des secteurs d'activité difficilement accessibles aux Centrafricains.	<b>2) Code des PME</b> Proposition de mise en place d'un code des PME comme cadre juridique de soutien aux projets portés par la diaspora et au-delà comme moyen de promotion de l'économie entière.	Définir un calendrier pour la mise en place d'un Code des PME (délais pour le Gouvernement et l'Assemblée Nationale), sur la base des termes de références déjà communiquées au Ministère.		
	- Comment stimuler la création et le développement d'entreprises locales pourvoyeuses d'emplois ? - Comment ouvrir les marchés publics à la diaspora centrafricaine ? - Comment développer les compétences des PME locales lorsqu'un appel d'offre est remporté par un agent étranger ? - Problème d'exclusion de certaines PME par les attributions de marché en gré à gré.	<b>3) Code des Marchés Publics</b> - Demande d'une révision du code des marchés publics en vue de favoriser les Centrafricains de l'Intérieur et de l'Extérieur. - Mise en place de quotas pour les PME : le nouveau code devra intégrer une possibilité de sous-traitance à un niveau plancher pour les PME locales. Prévoir des pénalités financières pour alimenter par exemple un fonds spécial pour l'innovation en cas de non respect des normes.	Exemple : Si un appel d'offre était remporté par un bureau d'études étranger sans possibilité d'utilisation d'une sous-traitance locale, prévoir une retenue à la source de 10% pour alimenter un fonds de promotion et de renforcement des capacités des PME centrafricaines.  L'accès aux marchés publics est source d'AUTOFINANCEMENT, pour les PME locales. Mise en place d'un observatoire récapitulant les appels d'offres publics qui sont portés à la connaissance de la diaspora.		


<b>Un dispositif de Soutien Financier et Administratif.</b>	<p>- Comment financer les projets portés par la diaspora mais également par nos compatriotes de l'Intérieur ? A titre indicatif, niveau minimum d'investissement prévu par projet : 20 000€.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Comment faciliter l'accès au crédit bancaire ?</li> <li>• Comment remédier à la méconnaissance des dispositifs sous-régionaux de garantie aux prêts bancaires ? (FAGACE).</li> </ul>	<p><b>4) Fonds d'investissement / Fonds de garantie :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• - <b>Création d'un Fonds d'investissement</b> pour la création de PME.</li> <li>• - Mise en place d'une plateforme de gestion des <b>Fonds de garantie</b> pour sécuriser les interventions.</li> <li>• -<b>Encouragement à l'innovation financière</b>, notamment pour la micro finance et le marché des capitaux</li> </ul>	<p>Dialogue avec le Gouvernement au sujet des sources de financement.</p> <p>Faciliter la création d'une société de gestion des capitaux afin de proposer la mise en place de fonds d'investissement.</p>		
	<p><b>Quelles approches pour :</b></p> <p>-Encourager le passage vers le formel sans faire craindre aux entrepreneurs une inflation des coûts administratifs et le poids de la fiscalité?</p> <p>-Sécuriser les investissements et développer les compétences en gestion afin de réduire les faillites et par la même occasion augmenter les ressources publiques ?</p>	<p><b>5) Création de Centres de Gestion Agréés</b> Un Centre de Gestion Agréé (CGA) est une plateforme de services pour un accompagnement en gestion et en déclarations fiscales. Les ressources publiques (Tva) se verront ainsi accrues.</p> <p><b>Créations de pépinières d'Entreprises :</b> mutualiser les moyens matériels et humains pour les jeunes entrepreneurs et apporter encadrement et accompagnement vers leurs développements.</p>	<p>Un de nos Experts a été sollicité et participe en ce moment à une étude de mise en place et de renforcement de capacité des CGA dans les pays membres de l'UMOA dont les CGA de Côte d'Ivoire servent de référence.</p> <p>La nouvelle expertise qu'il tire de ces échanges peut servir pour ce qui peut être fait au pays. Il y a lieu de noter que notre pays aurait été le catalyseur dans ce domaine en Afrique si sa mise place n'a été sans cesse reporté indéfiniment.</p>		
	<p>Besoin d'urgence pour les premiers contacts, d'un centre d'accueil professionnel pour les entrepreneurs de la diaspora arrivant à Bangui. Ce local ou l'emplacement pour une construction devrait se situer en centre ville ou tout endroit facilement accessible.</p>	<p><b>6) Création d'un Centre d'affaires à Bangui</b> Destiné à stimuler l'économie, ce Centre servira à tout investisseur arrivant nouvellement au pays et en quête de bureau pour ses premiers contacts.</p>	<p>La diaspora peut mener à la fois l'étude technique et de financement (business plan) pour la faisabilité d'un tel projet et analyser avec les autorités et partenaires au développement la mise en œuvre</p>		

<b>Stimuler l'Entrepreneuriat.</b>	<p><i>Inciter toute la population : du scolaire jusqu'aux retraités qui peuvent transférer leurs compétences aux plus jeunes. Sans négliger les porteurs de projets socialement exclus telles les femmes élevant seules leurs enfants.</i></p> <p>-Promotion de la recherche, de l'innovation.</p> <p>-Promotion du développement sous-régional.</p> <p>-Création de zones d'activités.</p> <p>Comment faciliter la communication avec les Administrations, maîtriser les circuits administratifs pour éviter les délais inutiles face :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- au foisonnement de textes réglementaires.</li> <li>- à la profusion de démarches auxquelles sont soumises les entreprises.</li> <li>- <i>aux difficultés de procéder à la création d'une société à distance, pour la diaspora.</i></li> </ul>	<p><b>7) Stimuler l'esprit d'Entreprise.</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Promouvoir l'esprit d'entreprendre parmi les jeunes, à travers des jeux concours avec la participation d'entrepreneurs et d'entreprises.</li> <li>- Développer des relations à tous les niveaux entre l'enseignement ou la formation et l'entreprise.</li> <li>- Mettre en place un régime de protection sociale pour les entrepreneurs.</li> <li>- Spécialiser les territoires par zones d'activité ou pôles de développement.</li> <li>- Développer un statut spécifique de la PME innovante.</li> <li>- Soutenir les échanges et les collaborations interentreprises au sein d'un Centre d'Affaire de d'Innovation (CAI).</li> <li>- Faciliter la participation des PME centrafricaines aux projets de développement sous régionaux.</li> </ul>	<p>- <b>Gouvernement</b> : mesures incitatives pour le développement de l'emploi et la Recherche.</p> <p><b>Diaspora</b> : Réserver un pourcentage des Fonds d'Investissement au soutien des projets solidaires pertinents portés par des Associations et Coopératives.</p> <p>- Développer la <b>micro finance</b>.</p>		
	<p><b>Promotion de l'économie à travers des outils de communication.</b></p> <p><b>1-Valorisation du Guide des affaires en Centrafrique</b></p> <p>Les objectifs visés par l'ouvrage en adéquation avec la politique économique du gouvernement vise la redynamisation du secteur productif à travers un quadruple objectif : susciter l'investissement étranger par la valorisation des potentialités de la République Centrafricaine ;</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• offrir des informations sur la République Centrafricaine à caractère économique, juridique,</li> </ul>	<p><b>8) Correspondant administratif</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Mettre à la disposition des entreprises un « agent de liaison » qui servirait d'interface entre les PME et les administrations</li> <li>- Multiplier les agences du GUFÉ, notamment auprès de la diaspora</li> </ul>	<p>Désignation dès la création de la structure juridique qui gèrera les actions de la Diaspora.</p> <p>Ce Coordonnateur local dont le statut sera débattu avec les autorités, sera doté des moyens (à définir) pour représenter la diaspora dans toutes les démarches administratives possibles (renouvellement passeports, créations d'entreprises, recherche de marchés, suivi des contentieux divers etc.).</p>		
			<p>Vulgarisation du guide actuel dans les administrations et ambassades.</p>		

	<p>social et fiscal ;</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• mieux faire connaître les opérateurs économiques centrafricains tout en facilitant les échanges entre eux.</li> <li>• faire la promotion auprès du public national à travers des publi-reportages des Institutions ou autres organismes dont la RCA est membre. L'intérêt de l'ouvrage réside surtout dans la présentation des grandes entreprises et des grands projets de développement du pays.</li> </ul> <p><b>2-Création et développement d'un site web.</b>  (<a href="http://www.centrafriquebusiness.com">www.centrafriquebusiness.com</a>) vient compléter la version papier du Guide. Il ne se limitera pas seulement à la présentation du guide. Mais jouera le rôle d'un véritable portail vitrine de la RCA des affaires à l'extérieur.</p> <p><b>3-Création d'un périodique appelé (Echos de la diaspora)</b> véhiculant de nouvelles de la diaspora à travers toutes les régions (sera l'interface entre le guide et le site économique) mais donnera ici des nouvelles à caractère général sur la vie de la communauté sur le plan culturel, sportif, économique etc....</p>	<p>En faire un véritable site économique du pays animé par un webmaster attiré si possible de la diaspora,</p> <p>Rendre la publication bi-annuelle et implication du gouvernement pour sa promotion,</p>		
--	--	---	--	--

	<b>Problèmes identifiés par la Commission SANTE</b> <b>Rapporteur : Nestor DODO Dyssongo</b>	<b>Propositions Retenues</b>	<b>Actions à entreprendre et Sources de financement</b>	<b>Calendrier</b>	<b>Statut de mise en oeuvre.</b>
	<b>Saturation des hôpitaux</b>	<b>9) Désengorgement des hôpitaux</b> Création et ou renforcement des centres de santé primaires c'est à dire des dispensaires de quartiers.	<b>Moyens de financement :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Jumelage avec des hôpitaux occidentaux.</li> <li>• Appel au réseau des élus.</li> <li>• Ouverture de certains secteurs au domaine privé.</li> <li>• Privatisation des activités annexes.</li> <li>• Co-Financement par les investisseurs de la diaspora.</li> <li>• Co-financement par des structures publiques occidentales d'Aide au Développement.</li> </ul>		
	<b>Contrôle des filières de d'approvisionnement</b> pour préserver le pays des faux-médicaments.	<b>10) Pharmacie :</b> Ouverture du secteur au domaine privé pour en améliorer la gestion.			
		<b>11) Qualité de l'eau : filtrage, désinfection.</b> Distribution à grande échelle des petits équipements pour assainir l'eau au sein des familles.			
	Prestations de soins à distance en s'appuyant sur les nouvelles technologies.	<b>12) Télé-médecine :</b> Télétransmission des dossiers médicaux à des spécialistes situés l'étranger en vue d'un diagnostic et une thérapie. La qualité et puissance des lignes de communication peut permettre la téléchirurgie.			
		<b>13) Humanisation des hôpitaux</b> Sensibilisation à l'arrêt de la maltraitance. Formation humaine des équipes soignantes. Introduction d'une sanction pénale dissuasive si nécessaire.			
	<b>Soulager les équipes et l'Administration médicales</b> des activités annexes	<b>14) Gestion : Sous Traitance des activités annexes.</b> Exemples d'activités annexes : Blanchisserie, restauration, nettoyage, etc ...			
		<b>15) Assurance évacuation sanitaire vers l'Europe.</b>			



	<b>Problèmes identifiés par la Commission SANTE</b> <b>Rapporteur : Nestor DODO Dyssongo</b>	<b>Propositions Retenues</b>	<b>Actions à entreprendre et Sources de financement</b>	<b>Calendrier</b>	<b>Statut de mise en oeuvre.</b>
		<p><b>16) Pompes funèbres, chambres funéraires.</b> Privatisation.</p> <p><b>17) Contrôler et garantir la qualité des soins des officines privées.</b> Il est impératif de mettre en place un dispositif de certification et de contrôle périodique de qualité. Face à la Profusion d'officines sans agrément et sans compétence mettant en péril la santé des individus.</p>			

	<b>Problèmes identifiés par la Commission SOCIALE.</b> <b>Rapportrice : Virginie BAIKOUA</b>	<b>Propositions Retenues</b>	<b>Actions à entreprendre et Sources de financement</b>	<b>Calendrier</b>	<b>Statut de mise en oeuvre.</b>
	Promotion et soutien aux Associations d'Aide au développement au développement car elles jouent un rôle éducatif, économique et civique.	<b>18) Création d'une Maison des Associations</b> pour - mutualiser les moyens de gestion et assurer une comptabilité formelle - mais également une formation en conduite de projets. pour atteindre les objectifs .recherchés.	<b>Règles de financement des projets solidaires :</b> - 30% d'apport par les initiateurs, les ONGs issues de la Diaspora centrafricaine. - 70% de cofinancement par une organisation internationale du type <i>Euroaid, PRA/OSIM, AFD, (voir rapport général)</i>  <b>Autres moyens d'appui</b> au développement économique et social : - formation professionnelle via le compagnonnage. - renforcement des capacités par le volontariat international. -jumelage d'établissements scolaires.  La structure de la diaspora prévoit de mobiliser un fonds solidaire pour le cofinancement des projets associatifs.		
	Lourdeur administrative, délais longs.	<b>19) Faciliter les procédures d'agrément des Associations</b> Des règles, des procédures explicites et transparentes d'agrément.			
	Des difficultés financières pour supporter les coûts de transport, alourdis par les taxations du GUFÉ Douala.	<b>20) Faciliter l'Acheminement de dons</b> Réflexions autour d'un <b>acheminement groupé et soutenu par le gouvernement..</b>			

	<b>Problèmes identifiés par la Commission</b> <b>EDUCATION</b> <b>Rapporteur : Brice GODDOT</b>	<b>Propositions Retenues</b>	<b>Actions à entreprendre et Sources de financement</b>	<b>Calendrier</b>	<b>Statut de mise en oeuvre.</b>
		<b>21) Lutte contre l'échec scolaire et le chômage des jeunes.</b> - Former les ressources locales nécessaires pour accompagner les projets apportés par la diaspora. - Révisions et enrichissement des programmes scolaires pour une meilleure préparation au marché de l'emploi.	Renforcer et développer les établissements publics et privés de formations professionnelles. Le secteur privé doit être soumis à un cahier des charges pour la qualité de l'enseignement.		
	Délabrement des bâtiments scolaires et sanitaires. Manque d'équipements dans l'enseignement général et technique.	<b>22) Surcharge des effectifs par classe 100 à 200 enfants.</b> Programme de restauration et construction de nouveaux établissements scolaires à coût optimisé.	Financement solidaire et privé. Jumelages.		
	<b>Qualification et Effectif restreints des enseignants et personnel médical</b>	<b>23) Augmenter la qualification et les effectifs des enseignants et personnels médical.</b> Mobilisation des cadres qualifiés de la diaspora : - en appui technique dans le médical. - dans un programme de formation professionnelle généralisée.	- Création d'une 'Maison de la Diaspora'. - Création d'un répertoire des Cadres de la Diaspora - Création d'un répertoire d'Entreprises volontaires.		
	Ce point rejoint le problème de maltraitance dans les hôpitaux.	<b>24) Sanctions physiques des enfants et harcèlement sexuel des professeurs sur les filles.</b> - Programme de sensibilisation et formation professionnelle. - Mise en place de sanctions pénales pour les enseignants maltraitants.			
	<b>Malnutrition des enfants scolarisés, la faim peut entraîner l'absentéisme.</b>	<b>25) Réduire les absences pour cause de sous ou malnutrition.</b> Développer le demi-pensionnat qui réduira l'absentéisme. Dans ce domaine, utiliser les services d'un traiteur privé avec des tarifs négociés et un contrôle de qualité	Co-financement de l'Etat, de Mécénats, et l'Aide au Développement.		

	<b>Problèmes identifiés par la Commission CULTURE ET SPORT</b> <b>Rapporteur initial : Sultan ZEBELLAT Remplacé par le Coordonnateur Mr KEMBA</b>	<b>Propositions Retenues</b>	<b>Actions à entreprendre et Sources de financement</b>	<b>Calendrier</b>	<b>Statut de mise en oeuvre.</b>
	<p>Comment contribuer à réduire les tensions sociale en développant l'esprit d'équipe, en rassemblant et réconciliant les jeunes autour de projets communs dans les domaines du Sport, la musique et les Arts Plastiques.</p>	<p><b>26) Restaurer et aménager des équipements sportifs et culturels.</b>            Construire des terrains séparés pour les pratiques de football, Basket ball, handball.            Remettre en état les Maisons de Jeunes et les équiper d'instruments de musique et concevoir un programme pédagogique à cet effet.</p> <p><b>27) Solliciter les Sportifs et Artistes Centrafricains issus de la Diaspora pour encadrer les jeunes.</b>            En cours d'année selon leurs disponibilité et durant les grandes vacances.</p> <p><b>28) Développer la motivation par des mobilisations périodiques dans des tournois et stages en été..</b>            - Sport : Remises de coupes et prix.            - Musique : Organiser une victoire de la Musique avec des récompenses.            - Art Plastique : organiser des expositions.</p> <p><b>29) Former une équipe locale pour prendre le relais.</b>            Former des animateurs de quartiers pour gérer et encadrer les rencontres.</p> <p><b>30) Pérenniser l'action par un suivi et impliquer des partenaires, sponsors et Mécènes dans le projet.</b>            Développer les compétitions scolaires.</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Education Nationale.</li> <li>• Office de Jeunesse et Sport.</li> <li>• Association et Club</li> <li>• Francophonie.</li> <li>• Coopération française.</li> <li>• Ville de Bangui en lien avec une ville Française dans le cadre de la Coopération Décentralisée.</li> </ul> <p>Instaurer des prix dans le domaine de la culture en plus d'une coupe de la diaspora pour les sportifs tous les 2 ans à l'issue des festivités sur une période d'une semaine. Cette biennale sportive et culturelle placée sous le haut patronage du Chef de l'Etat permettra de déceler des talents qui recevront des prix aussi bien dans les domaines précités qu'au titre des ressortissants de la diaspora ayant contribué l'image du pays par l'apport des grands projets pays,</p>		

	Problèmes identifiés par la Commission <b>ORGALISATION</b> Rapporteur : Roger ANDJALANDJI	Propositions Retenues	Actions à entreprendre et Sources de financement	Calendrier	Statut de mise en oeuvre.
	<b>Mobiliser des ressources humaines et financières au profit de la République Centrafricaine.</b>	<b>31) Quelle structure juridique pour réunir les membres de la Diaspora ?</b> <b>Une association :</b> Le Conseil Supérieur des Centrafricains de l'Extérieur, CSCE, sera une organisation internationale stratégique de la diaspora Centrafricaine, régie par la loi 1901. Elle aura vocation à être autonome et indépendante de l'Administration publique avec qui elle collaborera étroitement pour développer la RCA.			
		<b>32) Quels objectifs ?</b> - Développer la concertation avec les institutions de l'Etat dans la formulation des stratégies à même d'insuffler une dynamique nouvelle dans l'approche et le traitement des questions liées à la promotion du secteur privé et associatif.	Débattre d'une convention de tutelle pour mieux délimiter l'intervention de l'état - Débattre du cofinancement de la structure diaspora		
		- Fédérer les centrafricains de l'Extérieur et les amener à participer au développement de leur pays d'origine.	Concevoir un mode de fonctionnement optimal pour des échanges efficaces.		
		- Développer le partenariat local, régional et international pour ouvrir les débouchés à nos produits et services			
	<b>Comment respecter une bonne gouvernance ?</b>	<b>33) Quels Organes pour une bonne gouvernance ?</b> <b>Créer une structure dotée</b> - d'un organe stratégique, - d'un organe Exécutif - d'un organe de contrôle - de moyens de concertation et de résolution de conflit. - des règles d'éthiques et sanctions.			

### III. Membres des groupes de travail préparant le forum Diaspora

<b>COORDONNATEURS</b> <ul style="list-style-type: none"><li>- Mr Bertrand KEMBA Chef de file</li><li>- Mr Maurice OUAMBO Chargé de missions</li><li>- Mr Thierry BONGOLO</li></ul>		
<b>COMMISSION ENTREPRISE</b> <p>Rapporteur : Mr Elvis NGBONDO SAKPO</p> <p>Membres :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• 2<sup>ème</sup> Rapporteur : Mr Francis KOPAYE</li><li>- Mr Urbain Alazoula</li><li>- Mr Roger Andjalandji</li><li>- Mr Patrick Bidilou Niabode</li><li>- Mr Eric Damango</li><li>- Mr Cyriaque Ganiot</li><li>- Mr Brice Goddot Nzonguia</li><li>- Mr Eric Didier Goupande</li><li>- Mr Jean-Pierre Guerekipidou</li><li>- Mr Harley Kenguelewa</li><li>- Mr Bertin Maboula</li><li>- Mr Félix Mayanga</li><li>- Mr Aymeric Brice Ngandzale</li><li>- Mr Martin Achille Ngboda</li><li>- Mme Delphine Yakazangba-Kpotchie</li><li>- Mme Esther Walifete</li></ul>	<b>COMMISSION ORGANISATION</b> <p>Rapporteur : Mr Roger ANDJALANDJI</p> <p>Membres :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- 2ème Rapporteur : Mr Clotaire SAULET</li><li>- Mme Marie Annick ZAMBA</li><li>- Mme AFOUSETA NIMAGA</li></ul> <b>COMMISSION SPORT et CULTURE</b> <p>Rapporteur : Mr Bertrand KEMBA remplaçant de feu Mr Sultan ZEMBELLA</p> <p>Membres</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• Mr Lucien YEGUETE</li><li>• Mr Patrice AGBO</li><li>• Mme Nicole MOUNDJOUTENDE</li></ul>	<b>COMMISSION SOCIALE</b> <p>Rapporteur : Mme Virginie BAIKOUA</p> <p>Membres :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• - Mme Maguy BARTHABURU</li><li>• - Mme Armande MALEPA</li><li>• - Mr Alphonse GOUETH</li><li>• - Mr Francis KOPAYE</li><li>• -Mme Marie Christine KENGUELA</li></ul> <b>COMMISSION SANTE</b> <p>Rapporteur Mr Nestor DODO DYSSONGO</p> <p>Membres : Mme Lucie AGBO</p>